

## LES MASSACRES D'OCTOBRE À PARIS

Parce que le passé  
est un chantier d'avenir

**L'Algérie marquera sans doute le cinquantième anniversaire des massacres du 17 Octobre 1961 à Paris consacré depuis 1968, comme on le sait, «Journée nationale de l'émigration» par le calendrier officiel et l'occasion sera, de nouveau, saisie pour une passe d'armes symbolique de plus contre la colonisation française et ses méfaits et les observateurs – comme les chancelleries – s'attacheront à décrypter l'intensité relative de l'exigence récurrente de repentance à l'aune des cris et des chuchotements des palais et de salons d'Alger.**

Il est vrai que le passé rattrape un présent lourd d'incertitudes et la question des clés de l'avenir peut formellement apparaître plus urgente que celle des arcanes d'une histoire dont, à l'examen, institutions et acteurs sociaux ont pu, des décennies durant, faire l'économie sinon un usage abusif sans que cela posât problème outre mesure.

#### 1- Une créativité française, un silence algérien

La presse nationale qui rapporte la diversité des manifestations consacrées en France à ce cinquantenaire – en particulier l'appel signé par des personnalités françaises à reconnaître officiellement «une tragédie» qui est «l'une des pages les plus sombres de notre histoire» – est bien en peine de signaler la manière dont l'événement sera commémoré dans le pays et cela, en soi, est déjà un indicateur suffisant de la prégnance de l'opacité qui entoure les arbitrages dans la gestion des enjeux de mémoire forcément politiques.

Il ne fait pas de doute qu'au-delà des circonlocutions patriotiques de conjoncture – du registre de la pseudo loi de criminalisation de la colonisation –, la ligne constante du régime algérien aura été de savoir jusqu'où ne jamais aller trop loin dans la mise en cause de l'ancienne puissance coloniale et ce sont les tenants de l'imprévisible «du passé faisons table rase» qui avaient pu imaginer et même commencé à mettre en scène un improbable «traité de l'amitié» entre l'Algérie et la France vite rattrapé, en France même, par les tenants de la légitimité et la grandeur de l'œuvre coloniale.

Pour ne rester que sur le seul événement du cinquantenaire des massacres d'Octobre 1961, il est d'autant moins naïf de poser la question de savoir par quelles œuvres, créations, témoignages l'Algérie en a consigné la mémoire que la réponse – sous réserve d'inventaire – frappe par son caractère tranché : rien.

Celui qui veut savoir/voir – n'en déplaît aux censeurs pseudo-patriotes de l'écriture de l'histoire du nationalisme et de la guerre d'Indépendance – est dans l'obligation de recourir à des sources essentiellement françaises. C'est Jacques Panigel qui le premier – au prix insensé d'une durable censure française – a fixé les images d'Octobre à Paris qui sera relayé, des années plus tard, par le Franco-Algérien Mehdi Lalaoui signataire du *Silence du fleuve*. On comptabilise pas moins de dix

documentaires – dont le prochain *Ici on noie les Algériens* de Yasmina Adi sortira ce 19 octobre – et quelques films de fiction dont *Nuit Noire* et le remarquable *Les sacrifiés* de Okacha Touita.

Jean-Luc Einaudi aura aussi livré la première enquête journalistique documentée sur les massacres d'Octobre 1961 et sur les responsabilités directes du préfet de police Papon qui donnera lieu à la fois à des procédures judiciaires et aux premières manifestations d'un courant révisionniste dans la recherche historique française minorant le nombre des victimes algériennes.

Porté aussi au cinéma, le roman noir de Didier Daeninckx *Meurtres pour mémoire* mesure, sur le registre fictionnel, l'impact des massacres d'Octobre sur les imaginaires français, impact que l'œuvre magistrale des chercheurs anglo-saxons James House et Neil Mac Master sur les filiations idéologiques de long cours des massacres – celle notamment de Maurice Papon – rend plus intelligible.

C'est parce qu'il est légitime-ment insupportable d'opposer à cette créativité française sur une séquence qui procède aussi et tragiquement de notre mémoire collective les discours stéréotypés et oubliés de ministres des Anciens moudjahidine dont plus personne ne conserve le souvenir, qu'il y a urgence à rappeler qu'il ne peut y avoir de réponse à la lancinante question «de quoi sera fait demain» tant que ne sera pas abordée de front celle de savoir et de savoir de manière éthique, documentée «de quoi était fait hier». Les signes ne manquent pas qui indiquent déjà que le nécessaire retour critique sur le passé encourt les risques de nouvelles modalités de dévoiement.

#### 2- De la question de la légitimité

Le maintien – délibéré ? – de la confusion sur les énoncés portant sur les sources de légitimation du régime algérien peut en être exemplaire. Dans le discours prononcé à l'occasion de la commémoration du cinquantième anniversaire de l'insurrection de Novembre 1954, l'actuel chef de l'Etat avait pu surprendre – et ostensiblement irrité les rentiers de la mémoire de la guerre d'Indépendance – en proclamant «la fin de la légitimité révolutionnaire».

Le fait est que si celle-ci se rapporte aux acteurs ayant initié l'insurrection, conduit politiquement et militairement la guerre, elle n'aura influé que de manière marginale

sur le cours des événements au lendemain de l'indépendance.

Au-delà de tout débat formaliste sur les questions de légalité et de légitimité au sein du FLN/ALN, celles-ci étaient clairement du côté du GPRA et ce sont elles qui avaient été mises au ban de la société et de la mémoire collective par le recours à la violence de l'alliance Etat-major général (EMG) – Ben Bella/Khider. «Nous prendrons le pouvoir quel qu'en soit le prix», avaient répondu ces deux dirigeants aux exhortations du Colonel Hassen venu à Rabat les prévenir des risques d'une guerre civile.

Autrement dit, le régime algérien, depuis l'indépendance, quand bien même s'était-il revendiqué de la guerre d'Indépendance, procède d'abord et avant tout de l'usage de la violence politique et il faudra bien, un jour, revenir aux combats d'août 1962, à leurs nombreuses victimes et à leurs conséquences durables sur les fondements de l'Etat de l'indépendance. Ainsi donc, est-ce bien plus cette violence politique qu'il s'agit de récuser – aujourd'hui encore plus qu'hier – qu'une légitimité historique qui n'en peut. Mais...

#### 3- Une normalisation populiste

Le populisme aura été le vecteur porteur de la normalisation de la société algérienne par la violence politique qui repose sur deux énoncés à l'efficacité longtemps redoutable : d'une part l'imaginaire guerrier qui, occultant la dimension fondamentalement politique du recours aux armes – explicitement porté par la proclamation du 1<sup>er</sup> Novembre –, fait de la violence le principe décisif de la victoire sur l'Etat colonial français, d'autre part l'érection d'un «peuple héroïque», et rassemblé autour et à l'intérieur d'un FLN/ALN homogène, aseptisé, sans contradictions ni vie politique active.

A l'enseigne gratifiante pour ceux qui s'étaient accaparés des rênes du pouvoir mais aussi et surtout pour de larges secteurs de la société symboliquement absous de leurs hésitations – sinon plus encore – d'un «seul héros, le peuple» s'établissait ainsi un récit historique institutionnel relayé par les instances du pouvoir, les médias et notamment par l'histoire scolaire qui outre la censure outrancière – celle des figures du mouvement national comme Messali, Abbas, Bendjelloul ou des dirigeants de l'insurrection comme Boudiaf ou Aït Ahmed –, met en place les instruments d'une rente mémorielle encore d'actualité.

Les résurgences mémorielles enregistrées sous l'ère du président Chadli Bendjedid, de l'inscription de la journée du 19 mars 1962 dans le calendrier des fêtes légales au retour dans l'espace public d'acteurs longtemps occultés et stigmatisés – Krim Belkacem, Ferhat Abbas, Abane Ramdane – relativiseront progressivement le mythe du peuple acteur collectif de la libération nationale et ouvriront peu à peu

droit à des récits de vie, biographies et témoignages qui remettront en jeu la part des engagements personnels dans les processus politico-militaires du nationalisme.

#### 4- Une patrimonialisation du passé

Au plan éditorial, il est loisible de constater que la recension opérée, il y a de cela quelques années, à ce sujet par les historiens Ouarda Siari-Tengour et Fouad Soufi portant sur plus de deux cents titres, devra être revue à la hausse et il est notable que le cours (auto) biographique supporte déjà les dérives d'une forme de patrimonialisation du passé et nourrit les tentations de réécrire l'Histoire.

Le lecteur ou l'observateur attentifs n'aurait pas manqué de relever ici une agressive stratégie commerciale et de communication autour de tel homme politique ou la proximité familiale et territoriale dans le retour en grâce relatif de telle autre figure historique mise au ban de la société.

Ces évolutions marquent, quant au fond, les difficultés qui continuent de contraindre la fabrication d'un récit historique national sans lequel la question vitale du vivre-ensemble ne peut avoir de support légitime.

Cette question est, à tous égards, bien plus décisive que l'appel récurrent à «mettre le FLN au musée» alors même que l'Algérie indépendante, ses institutions, ses intellectuels et ses chercheurs ont, toutes raisons égales par ailleurs, dans l'ensemble échoué à placer dans l'espace public national les données documentant ce qu'a été le Front de libération nationale.

L'accueil réservé en son temps aux ouvrages de référence – *Aux origines du FLN, Le FLN, mythes et réalités*, longtemps censurés en Algérie, les polémiques ayant entouré le plus récent texte portant *Documents sur L'histoire intérieure du FLN* signé par Gilbert Meynier, indiquent qu'il y a des marges d'intérêt pour le FLN et sa place singulière dans l'histoire moderne de l'Algérie.

Pour le reste, la filiation entre le FLN des fondateurs, celui de Boudiaf et des compagnons, et l'appendice d'aujourd'hui de Belkhadem est suffisamment improbable pour requérir plus d'attention que cela.

#### 5- Les enjeux d'Octobre 1961

En tout cas, moins d'attention que ce qu'appelle cette Fédération de France du FLN initiatrice des manifestations pacifiques du 17 Octobre 1961 à Paris et dont l'importance politique fut tôt pressentie pour faire l'objet d'une querelle de parrainage entre Boudiaf et Abane.

Ali Haroun, Omar Boudaoud – membres de la dernière direction de la Fédération –, «Daniel» Benyoune ont consigné des témoignages utiles pour la connaissance de la «septième

Par le P<sup>r</sup> Abdelmadjid Merdaci\*

wilaya» – pour reprendre Ali Haroun – et les spécialistes de l'histoire de l'Algérie attendent avec grand intérêt la thèse de Linda Amiri sur le sujet.

Il faudra sans doute revenir un jour sur la place tout à fait singulière de cette instance du Front qui portait la guerre sur le territoire même de l'ennemi, sur les violents déchirements d'une émigration algérienne de longue date acquise à l'idée nationale qui ne peuvent supporter indéfiniment – quoi que puisse en penser et dire le secrétaire général de l'Organisation des anciens moudjahidine – une stigmatisation de courte vue.

«Journée de l'émigration» était dans le registre des reconnaissances et des gratifications tout ce que le régime pouvait concéder à une Fédération de France du FLN ostracisée en raison de ses choix légalistes lors de la crise de l'été 1962.

L'appel qu'elle lance – à partir de Cologne, siège officiel de l'organisation – à la manifestation pacifique le 17 octobre 1961 en réponse à une demande lancinante des responsables – notamment parisiens – soumis à une répression de plus en plus dure et massive des services de police de Papon et des groupes de harkis requis par des officines de l'armée, s'inscrit-il encore dans les choix stratégiques d'un GPRA largement requis par l'évolution des négociations avec le gouvernement français ou procède-t-il – précisément en raison de ces mêmes négociations – des rapports internes au Front ?

Officiellement en tout cas, l'objectif est moins d'infléchir les choix de la direction du FLN que de répondre à la décision du 6 octobre du préfet de police Maurice Papon instituant un couvre-feu pour les travailleurs algériens.

Ils furent plus de trente mille, hommes, femmes, enfants à donner des capacités de mobilisation du FLN une image décisive et à s'être exposés au pire déchaînement de violence en plein cœur de la capitale française et du fait des services de police et de sécurité de l'Etat français

Depuis des années, militants politiques, historiens, acteurs de la société civile française ont engagé un combat méritoire pour la reconnaissance des massacres d'Octobre 1961 par l'Etat français et la multiplication des manifestations à l'occasion de ce cinquantenaire – notamment avec l'alignement officiel du parti socialiste sur cette demande – sanctionnent déjà la qualité de leur détermination.

Le quasi-silence officiel algérien est aussi vieux d'un demi-siècle. Faudra-t-il alors des manifestations publiques pour que l'Etat algérien inscrive clairement ces massacres dans un contentieux historique encore inépuisable ?

A. M.

\*Professeur à l'Université  
Mentouri, Constantine.  
Mail : mad.benhacen@yahoo.fr